

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de MALLEMOISSON

Dossier n° DP 004 110 25 00043

Date de dépôt : 26 novembre 2025

Demandeur : **Commune de MALLEMOISSON**
représentée par Monsieur CONTE Jean-Paul

Pour : **Démolition des toilettes publics et**
pose d'un bloc sanitaire public

Adresse terrain : **Avenue de l'Europe 04510**
Mallemoisson

Références cadastrales : **sur Domaine Public**

ARRÊTÉ

1381/2025

de non-opposition à déclaration préalable au nom de la commune

Le Maire de la Commune de MALLEMOISSON

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles approuvé le 8 octobre 2004,

Vu la déclaration préalable pour constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à permis, présentée le 26 novembre 2025 par la commune de MALLEMOISSON représentée par son maire, Monsieur Jean-Paul COMTE demeurant place de la République, 04510 MALLEMOISSON et enregistrée par la mairie sous le numéro DP 004 110 25 00043,

Vu l'avis de dépôt du dossier affiché en mairie le 26 novembre 2025,

Vu la demande de pièces manquantes en date du 09 décembre 2025 et les pièces reçues le 11 décembre 2025,

Vu le projet objet de la déclaration consistant à la démolition des vieux toilettes publics et la construction d'une dalle béton avec pose d'un bloc sanitaire public, sur le domaine public de la commune situé avenue de l'Europe à MALLEMOISSON (04510),

Vu le Règlement National d'Urbanisme,

Vu l'avis conforme favorable du Préfet en date du 11 décembre 2025,

ARRÊTE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le 16 décembre 2025,

Le Maire,

Jean-Paul COMTES



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site "www.telerecours.fr."

Durée de validité de la déclaration préalable : Conformément à l'article R.424-17 du Code de l'Urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.